



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°003/ AONO/ANOR/CIPM/2026  
DU 01 JUL 2026 POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTEME INTEGRE DE  
LA GESTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE A L'AGENCE DES NORMES ET DE  
LA QUALITE (ANOR) EN PROCEDURE D'URGENCE**

**1. Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre de l'harmonisation des législations budgétaires, des comptabilités nationales et des données macroéconomiques des États membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Directive N° 02/11-UEAC-190-CM-22 a été adoptée. Elle établit les principes généraux de la comptabilité publique pour les États membres, les collectivités territoriales décentralisées et les établissements publics administratifs auxquels l'ANOR appartient. En outre elle définit les rôles et responsabilités des ordonnateurs et comptables publics, ainsi que les procédures d'exécution budgétaire et de recouvrement des recettes.

**2. Consistance des prestations**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres consistent à développer un Système Informatique Intégré de gestion budgétaire et comptable.

**3. Tranches /Allotissement**

Le présent appel d'offres ne comporte ni tranche, ni allotissement.

**4. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **35 000 000 (Trente Cinq millions) Francs CFA TTC.**

**5. Délais prévisionnels et lieu d'exécution**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations objet du présent appel d'offres est de cinq (05) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrer les prestations.

**6. Participation et origine**

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux prestataires de droit camerounais, spécialisés dans la conception de solutions informatiques, et justifiant d'une bonne expérience en la matière.

**7. Financement**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront financées par le Budget d'investissement de l'Agence des Normes et de la Qualité de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire : **60-39-004-02-01-04-000006-24215.**

**8. Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

**9. Cautionnement de soumission**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **700 000 FCFA (sept cent mille)** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de

première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est recevable.

#### **10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances, Service des Marchés et Contrats) sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, B.P. 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

#### **11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu auprès de la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances, Service des Marchés et Contrats) sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, BP : 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable d'un montant de **50 000 (cinquante mille) FCFA** au titre des frais de dossier, au Compte Spécial CAS ARMP N°335 988 ouvert auprès de la BICEC (Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit). La copie dudit reçu sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

#### **12. Remise des offres**

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le ..... **03. AUG. 2026** ..... à 13 heures Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°003/AONO/ANOR/CIPM/2026 DU **01. JUL. 2026** POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTEME INTEGRE DE LA GESTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE A L'AGENCE DES NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR) EN PROCEDURE D'URGENCE**

#### **13. Taille et format des fichiers**

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et Constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- **5 MO pour l'Offre Administrative ;**
- **15 MO pour l'Offre Technique ;**
- **5 MO pour l'Offre Financière.**

Les formats acceptés sont les suivants :

- **Format PDF pour les documents textuels ;**
- **JPEG pour les images.**

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

#### **14- Recevabilité des plis**

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être soumise en ligne comme indiqué dans le RPAO.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.

**Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée**

**irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.**

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est recevable.

**Tout candidat devra présenter la copie de la quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres dont l'original est dans l'Offre.**

**NB :** La demande des originaux des documents pourra se faire à tout moment et à chacune des étapes de la procédure de passation et la non-production pourrait entraîner la disqualification du candidat.

#### **15- Ouverture des plis**

L'ouverture des plis se fera en un (01) temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le ~~03~~ **03 AUG 2026** à **14 heures**, par la Commission Interne de Passation des Marchés, dans la salle de réunions de l'Agence sis à Bastos Immeuble Ex Banque Mondiale à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandaté même en cas de groupement d'entreprises.

**Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.**

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un **déla**i de **48 heures** accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

#### **16 Critères d'évaluation**

Les critères d'évaluation sont les suivant :

##### **16.1 Critères éliminatoires**

- de l'absence du cautionnement de soumission et du récépissé de consignations délivrés par la CDEC 48 h après l'ouverture des plis ;
- de la non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect de la validation à 80% des critères essentiels ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
- de l'absence de l'attestation de non abandon de chantier au cours des trois dernières années ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence de la lettre de soumission financière ;
- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- Non-respect du format de fichiers des offres ;
- Non-respect du taux de la capacité financière : conformément a la lettre circulaire n°003/LC/PRC/MINMAPCAB/du17 mars 2026 relative à la mobilisation par les entreprises de leur capacité financière au moins 30%du cout prévisionnel de l'enveloppe, soit au moins 11 000 000 FCFA.

##### **16.2 Critères essentiels**

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- La présentation de l'offre numérique \_\_\_\_\_ Oui/Non ;
- Les références du soumissionnaire \_\_\_\_\_ Oui/Non ;
- personnel à mobiliser \_\_\_\_\_ Oui/Non ;
- Le service après-vente \_\_\_\_\_ Oui/Non.
- Qualification et expérience des personnels clés \_\_\_\_\_ Oui/Non ;
- Les moyens logistiques (bureaux aménagés, ordinateurs, imprimantes etc...) \_\_\_\_\_ Oui/Non.

La notation de ces critères se fera en utilisant la méthode binaire (oui ou non).

**Les offres ayant eu un minimum acceptable de 80% de « oui » pour l'ensemble des critères essentiels seront classés conformes techniquement et soumises à l'analyse financière.**

**17 Attribution du marché**

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requis et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

**18 Nombre maximum de lots :**

Le présent Dossier d'Appel d'Offres est constitué en un seul lot.

**19 Durée de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant *une période de 90 jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

**20 Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires d'ordre administratifs peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'Agence des Normes et de la Qualité, Service des Marchés et Contrats et d'ordre techniques à la Cellule Informatique, au lieu-dit Bastos Immeuble Ex Banque Mondiale,

BP: 14 966 Yaoundé-Cameroun-tél/fax: 222 20 63 68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

**21 Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques**

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, le MO au numéro 222 20 63 68.

Yaoundé, le 01 JUL 2026

**Copies:**

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP ;
- DG/ANOR ;
- Président CIPM/ANOR

Affichage chrono.

  
**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL (ai)**  
  
*Madame Chantal Andely*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale

Direction de l'Administration et des Finances

Sous-Direction du Budget et du Patrimoine

Service des Marchés et Contrats



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

Directorate of Administration and Finance

Budget and patrimony Subdivision

Procurement and Contract Service

**NOTICE OF OPEN NATIONAL TENDER PROCEDURE UNDER EMERGENCY  
PROCEDURES No. ~~004~~ /AONO/ANOR/CIPM/2026 OF ~~01 JUL 2026~~ FOR THE  
PROVISION OF SECURITY AND GUARDING SERVICES FOR THE PREMISES AND  
RESIDENCES OF CERTAIN EXECUTIVES OF THE AGENCY FOR STANDARDS AND  
QUALITY**

**1. Purpose of the Call for Tenders**

The Director General of the Standards and Quality Agency, Project Owner, is launching an emergency call for tenders for the security and guarding services for ANOR premises and residences of certain Executives, for the 2026 financial year.

**2. Nature of services**

The services, the subject of this Call for Tenders, consist of:

- Open and close gates,
- Welcome, control, and filter visitors and suppliers,
- Control vehicles, people, and equipment entering and leaving the premises,
- Monitor the facilities and their surroundings 24/7,
- Maintain activity and incident monitoring documents (log),
- Apply the specific instructions specific to each site,
- Apply the procedures in force during the occurrence of an incident.

**3. Tranches / Allocation**

Not applicable

**4. Estimated cost**

Following preliminary studies, the estimated cost of the operation is thirty million (30,000,000) FCFA, including tax.

**5. Execution time**

The maximum timeframe specified by the Project Owner for the execution of the services covered by this Call for Tenders is five (05) months.

This timeframe shall run from the date of notification of the service order to begin the services.

**6. Participation and origin**

**Participation in this Call for Tenders is open to companies incorporated under Cameroonian law specializing in security.**

**7. Funding**

The services covered by this Call for Tenders are financed by the budget of the Standards and Quality Agency, Financial Year 2026

**8. Submission method**

The submission method chosen for this consultation is *online*

**9. Bid bond**

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond stamped at the current rate, paid in cash, issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the areas of public procurement and the list of which appears in document 14 of the DAO, the amount of which is **600,000 CFA francs (Six hundred thousand francs)**. It is valid for up to thirty (30) days beyond the initial validity date of the offers and accompanied by the deposit receipt issued by the Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC). The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

#### **10. Consultation of the Call for Tenders Document**

The Call for Tenders Document (DAO) can be consulted during working hours at the General Directorate of ANOR (Administration and Finance Department, Markets and Contracts Department) located in Bastos, Former World Bank Building, BP 14966 Yaoundé Tel/fax: 222 20 63 68, upon publication of this notice.

It can also be consulted **online on the COLEPS platform at the addresses**

<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website ([www.arpmp.com](http://www.arpmp.com)).

#### **11. Acquisition of the Call for Tenders Documents**

The Call for Tenders Documents (DAO) can be obtained from the General Directorate of ANOR (Administration and Finance Department, Markets and Contracts Department) located in Bastos former World Bank building, BP: 14966 Yaoundé Tel/fax: 222 20 63 68, upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of **50,000 (fifty thousand) FCFA** as application fees, to the Special Account CAS ARMP N°335 988 opened with BICEC (International Bank of Cameroon for Savings and Credit). A copy of the said receipt will be deposited at the place of collection of the Call for Tenders Documents.

It is also possible to obtain the electronic version of the DAO by free download at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the DAO purchase fee.

#### **12. Submission of offers**

The bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **04 AUG 2020** at **1 p.m** A backup copy of the bid saved on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', in addition to the above information, within the specified time limit.

#### **❖ File size and format**

For online submission, the maximum sizes of documents that will be transmitted on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- **5 MB for the administrative file,**
- **15 MB for the technical offer,**
- **5 MB for the financial offer.**

The following formats are accepted:

- **PDF for text documents,**
- **JPEG for images.**

The candidate will use compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

#### **13. Admissibility of bids**

The administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be submitted online according to the sizes and formats indicated in the RPAO.

The following will be inadmissible by the Project Owner:

- Bids received after the submission deadline dates and times,
- Folds without indication of the identity of the Call for Tenders,
- Folds that do not comply with the submission method,
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RPAO or offering only copies.

Any incomplete bid that does not follow the requirements of the Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the Tender Documents will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A tender bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. A tender bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

#### **14. Opening of the bids**

The opening of the bids will take place in one stage, at the ANOR Headquarters Building located in Bastos, the former World Bank Building, on **04 AUG 2026** at 2 p.m. by the ANOR Internal Procurement Commission.

**Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or copies certified by the issuing department or the competent administrative authority, following the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of the tenders or have been established after the date of signature of the notice of call for tenders.**

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

#### **15. Evaluation criteria**

##### **15.1. Elimination criteria**

These includes :

- the absence of the stamped tender bond at the opening of the bids, accompanied by the CDEC consignment receipt;
- failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, a document from the administrative file that was deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the bid bond);
- false declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
- technical score below 80% of the YES ;
- non-compliance with the format of the bid files
- absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- Absence of a quantified unit price in the financial bid;
- Absence of approvals to carry out private security activities;
- Non-compliance with the submission method;
- Absence of an element of the financial offer (the bid, the BBUs, and the DQEs);
- Failure to meet the financial capacity requirement: in accordance with Circular Letter No. 003/LC/PRC/MINMAPCAB dated March 17, 2026, regarding companies' mobilization of financial capacity amounting to at least 30% of the projected project cost, or at least 9 000 000 FCFA;
- Absence of a statutory declaration stating that no work sites have been abandoned in the last three years.

## 15.2. Essential criteria

Essential criteria for the qualification of bidders will relate to:

Essential criteria	RATING BINARY YES/NO
General presentation of the offer	04 Yes
Company experience and references in similar projects	04 Yes
Qualifications and experience of the Management staff	04 Yes
Qualifications and experience of the Operationnal staff	10 Yes
Proposed execution methodology for the provision of services concerning the consistency of the TDR	01 Yes
Planning and scheduling for the delivery of services	01 Yes
Materials and equipment for intervention in the event of an attack (logistical means)	10 Yes
Proof of acceptance of the conditions of the Market (CCAP and TDR) duly initialed on each page, signed and dated on the last pages with the capacity of the signatory and his stamp, preceded by the mention "read and approved"	01 Yes
<b>TOTAL</b>	<b>35 Yes</b>

## 16. Attribution

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer who has submitted an offer meeting the required technical and financial qualification criteria and whose offer is assessed as the lowest bidder.

## 17. Maximum number of lots

Not applicable

## 18. Validity period of offers

Bidders remain bound by their bids for ninety (90) days from the deadline set for submission of bids.

## 19. Additional information

Additional information can be obtained during business hours from the Markets and Contracts Department of the Standards and Quality Agency located in Bastos, Former World Bank building, or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

## 20. Fight against corruption and bad practices

To report any practices, facts, or acts of corruption, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) at 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) at: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, the 01 JUL 2026

### Copies:

- Public Procurement Authority (MINMAP)
- ARMP ;
- DG/ANOR ;
- President CIPM/ANOR
- Chronograph display

